

## Le droit à l'autodétermination en tant qu'expression de la souveraineté des peuples

*Коршунова Дарья Алексеевна*

*Студент (магистр)*

Университет Люмьер Лион 2, Лион, Франция

*E-mail: dariabarnes@yandex.ru*

La doctrine du droit international, à l'époque de la décolonisation qui a suivi la fin de la Seconde guerre mondiale, a mis en place des mécanismes efficaces pour garantir concrètement le droit à l'autodétermination du peuple, que l'on entendait par «le droit de choisir librement leur souveraineté et leur statut politique international sans ingérence» [5] Et en Russe, le mot «peuple» a été traduit par «peuples autochtones», ce qui n'est pas une traduction juridiquement exacte. Le texte original peut être interprété comme le droit naturel de tout peuple à la souveraineté, c'est-à-dire la possibilité de résister à un régime antidémocratique au sein de l'état.

\*\*\*

Dans ce cas, il faut comprendre ce que le législateur veut dire par le concept de «peuple». À cet Égard, il est logique d'accepter la position de Carré de Malberg, qui indique que «dans la mesure où la nation est la substance humaine de l'État, elle a sa cohérence du fait d'être composée d'individus dotés de droits et d'obligations interchangeables, c'est-à-dire à-dire de citoyens» [2]. Il est également généralement admis que le droit à l'autodétermination revient aux "peuples" au pluriel. Le Comité des droits de l'homme des Nations Unies a refusé d'examiner les plaintes individuelles concernant le droit en vertu du Premier Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP).

\*\*\*

Si on adoptera une interprétation large de la notion de «peuple» et reconnaissons le droit de résistance légitime au régime, on va se poser une nouvelle question: à quel moment ce droit sera-t-il activé? La pratique moderne connaît de nombreux exemples de résistance civile aux régimes autoritaires ou despotiques. Ainsi, par exemple, la République Islamique d'Iran organise régulièrement des élections, mais elles sont en deçà des normes démocratiques en partie à cause de l'influence du Conseil des gardiens de la ligne dure, un organe non élu qui disqualifie tous les candidats qu'il juge insuffisamment fidèles à l'establishment clerical [3] violations graves des droits de l'homme en 2022: sont-ils suffisantes pour activer le droit d'autodetermination?

\*\*\*

En outre, l'autodiscipline qui est largement comprise comme s'exerçant de manière à préserver l'intégrité territoriale, l'unité politique et la souveraineté d'un pays contient une contradiction avec la souveraineté populaire, qui peut être incompatible avec le maintien de la souveraineté de l'état. La souveraineté populaire est le principe selon lequel l'autorité d'un État et son gouvernement sont créés et soutenus par le consentement de son peuple, qui est la source de tout pouvoir politique Franklin a exprimé le concept lorsqu'il a écrit que "Dans les gouvernements libres, les dirigeants sont les serviteurs et le peuple leurs supérieurs et souverains" [1]

\*\*\*

La pratique juridique internationale a connu des exemples de tentatives de réalisation juridique de ce droit. En ce qui concerne le Kosovo, dans son Avis consultatif, la Cour internationale de Justice a conclu que l'adoption de la déclaration d'indépendance du Kosovo du 17 février 2008 ne violait pas le droit international general. . . Néanmoins, la "volonté du peuple" n'est pas le seul critère à prendre en compte. Il ne s'agit que d'un critère parmi plusieurs autres outre, la "volonté du peuple" n'est pas la même chose que "l'autodétermination" [4]

\*\*\*

Un autre problème de discussion dans la jurisprudence est la concurrence entre la souveraineté de l'état et du peuple, où le premier prime (dans la pratique), sur le second. L'état, disposant de toutes les institutions et mécanismes nécessaires pour protéger sa souveraineté (y compris budgétaire, financière, militaire et administrative) afin de protéger sa souveraineté en cas d'attaque sur elle, se trouvant ainsi initialement dans une position privilégiée par rapport au peuple qui, dans l'exercice et la protection de ses droits, repose entièrement sur la bonne foi de l'état.

\*\*\*

Dans la pratique, il n'existe aucun moyen international de protéger efficacement le droit à l'autodétermination et de protéger la population contre la dictature du pouvoir national...La possibilité pour le conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies de mener des interventions humanitaires en cas de violation grave des droits de l'homme dans la pratique est limitée par de nombreux facteurs: les facteurs géopolitiques, ainsi que certains aspects juridiques de la procédure de prise de décisions au sein du conseil de Sécurité... ne permettent pas de protéger efficacement le droit

\*\*\*

La communauté internationale est donc confrontée à un dilemme assez complexe: d'une part, il existe un droit fondamental au jus cogens (accepté par l'ensemble de la communauté internationale) à l'autodétermination du peuple et les obligation de protéger ce droit, y compris contre de graves violations de l'autorité nationale, d' autre part, l' impossibilité de violer le principe fondamental de la souveraineté du territoire, qui est également fondé sur la norme du jus cogens. . . .

\*\*\*

Afin de résoudre ce dilemme doctrinal en droit international afin de protéger efficacement le droit du peuple à l'autodétermination, nous jugeons nécessaire:

- 1) Consolider la définition juridique de la notion de «peuple», qui comprend «un ensemble de communauté résidant en permanence sur le territoire d'un État exerçant un contrôle effectif sur son territoire et ayant un lien stable avec celui-ci»;
- 2) Reconnaître au niveau de l'ONU les droits du peuple à l'autodétermination en tant que (y compris) le droit de résister à la dictature de l'état et prévoir la possibilité pour les masses populaires qui ont formé une pétition demandant une intervention humanitaire (au moins 75% de la population) directement au conseil de sécurité des Nations Unies avec la possibilité de décider
- 3) Élaborer un mécanisme de coopération juridique et humanitaire avec la société civile (ses représentants) et l'organisation internationale et de contribuer à la réalisation de ce droit.

### Источники и литература

- 1) Adams, Willi Paul, Les Premières Constitutions américaines: L'idéologie républicaine et la fabrication des Constitutions des États à l'ère révolutionnaire, University of North Carolina Press, p. 56
- 2) Carre de Malberg, Contribution à la théorie générale de l'état, T. 1, Sirey, 1920, p. 92
- 3) Freedomhouse: <https://freedomhouse.org/country/iran/freedom-world/2022>
- 4) Observations écrites de la Roumanie, par.138-159, pp. 40-45; également Déclaration orale de la Roumanie, CR 2009/32, par.25-30, pp. 34-36 (Dinescu). 9 AIREs/2625 (XXV))
- 5) Org Fisch. Une Histoire de l'autodétermination des peuples: la domestication d'une Illusion. Presses de l'Université de Cambridge. 2015, p. 118.